

Légation de Suisse
en
France.

Paris, (4, rue Cambon) le 8 octobre

1892

(Prière de rappeler le numéro ci-contre)

N^o

En circulation
10. X. 92

Monsieur le Conseiller fédéral

Au cours de la tournée de visites que j'ai été appelé à faire en rentrant à Paris, j'ai eu l'occasion de réunir les quelques informations suivantes, qui me paraissent pouvoir vous être signalées :

L'entrevue des Empereurs d'Allemagne & de Russie à Nervea a pu pour résultat, à ce que m'a dit M. Ribot, que l'Allemagne a promis de ne pas reconnaître actuellement ^{mine Ferdinand} la Bulgarie, et que la Russie a promis de son côté de ne pas faire de politique active contre la prince & de s'abstenir contre lui des moyens dont elle avait usé envers Alexandre de Battenberg. — Ce renseignement m'a été confirmé par un des représentants de la triple alliance à Paris. Je pense que nous pouvons le considérer comme exact. — De source française, on m'a dit d'ailleurs que l'impresion produite à la cour de Russie par l'Empereur Guillaume II avait été plutôt meilleure que lors de la visite à Pétersbourg peu après l'avènement de ce souverain au trône, qu'il s'était montré « déférent » envers le Czar & que les relations personnelles des deux souverains

Monsieur
Monsieur Doy, Conseiller fédéral
Chef du Département des affaires étrangères
Berne



avaient été bonnes — on a ajouté que le czar avait insisté à Paris pour l'envoi à ces manœuvres d'un général français en mission spéciale, et avait été envers celui-ci d'une courtoisie particulière; l'empereur Guillaume de son côté s'est montré fort gracieux envers ledit général français (M. de Boisdeffre).

De source anglaise, on m'a dit qu'en revenant de manœuvres russes, l'empereur Guillaume avait dit à un de ses parents d'Angleterre que la paix était assurée pour différents motifs & notamment parce que décidément le czar n'était personnellement pas belliqueux ni même courageux (le mot aurait été encore plus captif).

Pour ce finir avec l'entrevue de nerve, on m'a débâté au ministère des affaires étrangères que l'histoire de la capture de l'Empereur Guillaume au cours des manœuvres était une fable.

On n'a ici aucun renseignement sur les résultats politiques des entrevues entre les souverains d'Allemagne & d'Autriche-Hongrie; on se montre convaincu qu'il y a été très-peu parlé de politique, qu'on n'y a rien changé à l'entente intime austro-allemande, & qu'après comme avant, cette entente reste le fond de la politique de Berlin & (avec moins d'enthousiasme peut-être) de Vienne.

quant aux relations franco-italiennes, M. Ribot me dit que les finances du Royaume sont évidemment malades, que le trésor italien est vide, beaucoup plus vide qu'on ne le croit généralement, & que M. Crispi est obligé de chercher de tous les côtés un moyen de sortir victorieusement des élections; le fond de la politique italienne, selon M. Ribot est: "nous aurions été militairement avec l'Allemagne, maritiment avec l'Angleterre & financièrement avec la France". - M. Ribot ajoute qu'il est exact que M. Crispi a cherché à organiser un coup sur la Tripolitaine; qu'il est exact que des armements ont été faits, mais qu'on la reproche de Londres & de Berlin, et qu'en outre l'opération n'est pas si simple, attendu qu'il faut un matériel naval énorme pour transporter 20.000 hommes, sans compter que la Tripolitaine dispose de 10.000 hommes de bons troupes non compris les irréguliers & non compris la Turquie, avec laquelle l'Italie n'osera pas risquer une guerre. L'entreprise pourrait donc être abandonnée.

D'autre part, mon collègue d'Italie m'a dit qu'à diverses reprises au cours de ces derniers jours, M. Ribot avait tenté de lui insinuer que l'Italie serait dans une situation bien meilleure en se retirant de la Triple Alliance, qui lui impose des charges militaires énormes, et en recouvrant son entière liberté d'action.

C'est aller bien vite en besogne, selon mon interlocuteur. Rien ne le montre que, si l'Italie n'a plus d'alliances, elle aura moins de charges militaires; il est probable au contraire que, n'étant plus assurée de la paix de côté de l'autriche, elle devra se mettre en mesure de se défendre de deux côtés & aura encore plus de dépenses à faire. — La France, isolée, est après mal venue à venir dire à Rome: je n'ai point d'alliances; je m'en trouve fort mal; faites comme moi. — à Rome, on ne peut s'empêcher de penser que l'Angleterre sera toujours plus favorable à l'Autro-Allemagne qu'à la France, tant qu'à Vienne & à Berlin on sera peu sympathique à la Russie; or le poids de l'Angleterre pèse beaucoup dans une balance internationale. — Si la France, continue mon interlocuteur, se mettait pas au devant, si elle faisait faire par la Russie des ouvertures à Rome, non pas pour une politique d'isolement, mais en proposant un autre système d'alliances, eh bien! chacun sait qu'il y a différentes combinaisons possibles; mais le moyen d'aboutir n'est pas de vouloir tuer M. Crispi; car on ne le tuera pas à Paris. L'existence de la triple alliance n'est d'ailleurs pas encore là.

Le curieux entretien est après conforme au goût italien de faire et de rouler constamment des combinaisons politiques. — d'impression unanime resté d'ailleurs qu'il est sur toute la ligne & aussi complètement que possible à la paix & que tous les gouvernements y travaillent en parfaite sincérité.

après, Muni le conseil, le sperant à ma haute considération

De Ruy